

Rapport du président national

Syndicat des employées et employés
professionnels et de bureau

présenté au



CINQUIÈME CONGRÈS NATIONAL du COPE SEPB

17 au 19 juin 2016

Hôtel Toronto Hilton, Toronto (ON)

Encore une fois, soyez les bienvenus !

C'est vraiment pour moi un plaisir de vous souhaiter encore à tous la bienvenue à Toronto.

Pour celles et ceux qui s'en souviennent et qui étaient présents à l'époque, c'est à Toronto que vous avons tenu notre premier congrès triennal en 2004 quelques mois seulement après la création à Miami en juin 2004 de notre tout nouveau syndicat canadien – Né aux États-Unis.

En dépit du scepticisme de certains qui doutaient de notre détermination et de notre courage, en dépit des poursuites judiciaires levées contre nous par nos anciens confrères et consoeurs américains, nous voilà réunis douze ans plus tard, forts de douze années de solidarité et de fierté, pour l'ouverture de notre cinquième congrès triennal canadien.

Depuis 2004, nous avons tenu nos congrès triennaux dans chacune de nos quatre régions, et nous bouclons la boucle ici à Toronto. Deux conférences mi-mandat ont été organisées entre les congrès; la première à Ottawa et la deuxième, à Montréal.

Je ne pourrais être plus fier d'être votre président national; je suis fier de vous, fier de nous, fier de cet extraordinaire syndicat qui nous remplit de fierté.

Nos conférencières et conférenciers

Nous consacrerons ces deux prochains jours à des rencontres et à des échanges, nous débattons de notre avenir et nous partagerons nos idées, notre amitié et notre solidarité. Ce n'est pas que du travail, c'est aussi un moment pour socialiser et pour renforcer nos liens de solidarité.

Nous aurons l'occasion d'entendre des conférenciers de marque et je voudrais profiter de l'occasion pour vous les présenter :

D'abord, quelques dirigeants syndicaux, ici avec nous, ou qui se joindront à nous :

- Chris Buckley, le nouveau président de la Fédération des travailleurs de l'Ontario;
- Andria Babbington, la vice-présidente du conseil du travail de Toronto et de la région de York;
- Hassan Yussuff, le président du Congrès du travail du Canada;
- Wanda Whitebird, représentante des Premières Nations;

Conférencières et conférenciers invités

- Armine Yalnizyan du Centre canadien de politiques alternatives;

- Philippe Hurteau, de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques;
- Ed Broadbent de l'Institut Broadbent;
- Le confrère Trevor Johnson, secrétaire général du syndicat des travailleurs des banques, des assurances et des industries diverses de Trinidad et Tobago
- Niki Ashton, députée fédérale du district de Churchill-Keewatinook Aski (Manitoba) pour le NPD.

J'aimerais aussi vous présenter mes compagnons d'arme :

Les membres du comité exécutif de notre syndicat national et nos assistants administratifs :

Gwenne Farrell, notre infatigable secrétaire-trésorière qui nous garde dans le droit chemin;
Nos personnes vice-présidentes régionaux, complices de notre succès :

- David Black, président du *MoveUpTogether* (S.L. 378) – vice-président pour la région 4;
- Kim Wilson, présidente de la section locale 397 dans les Prairies – vice-présidente pour la région 3;
- Liz Fong, présidente de la section locale 343 en Ontario – vice-présidente de la région 2;
- Chantal Dumoulin, présidente du SEPB-Québec – vice-présidente de la région 1 – aussi connue comme « ma » Chantal;
- La vice-présidente, siège réservé pour les femmes, Patty Clancy, de la région 2;
- Et bien sûr, notre discret et anonyme conseiller juridique à la direction canadienne, Pierre Gingras.

Ceux et celles qui travaillent en coulisses :

Il y a aussi la sentinelle du bureau du président national et une inestimable source d'information, mon assistante administrative, Francine Doyon.

Suite à ce congrès, elle passera à une autre étape de sa vie et elle nous laissera la charge presque impossible de confier ses responsabilités à son remplaçant.

Je voudrais en mon nom personnel et au nom de tout le COPE SEPB la remercier de tout cœur pour toutes ses années d'appui inestimable envers l'organisation et envers sa direction. Francine a vu passer plusieurs directeurs que ce soit au Québec, à l'international ou au national, depuis feu Michel Lajeunesse à Serge Cadieux, et finalement moi. Mille fois merci Francine.

Trois personnes différentes ont occupé le poste d'assistant administratif auprès de la secrétaire-trésorière à Vancouver depuis ces trois dernières années, et j'aimerais les remercier toutes pour leur apport :

- Valerie Leblanc
- Nadine Salam
- et notre tout nouveau mais déjà expérimenté Ludwig Magueur.

Je veux remercier toutes ces personnes. Depuis que j'occupe la présidence, depuis janvier 2014, elles ont été mes compagnons d'arme, mes alliées les plus proches et une équipe inestimable avec qui travailler.

Nous avons aussi avec nous notre première présidente nationale et présidente honoraire – la personne qui a remis notre lettre d'indépendance à notre ancien syndicat international à Miami – la consœur Jerri New.

Mon ami et le vôtre, l'ancien et loyal président du SEPB-Québec, aujourd'hui président honoraire du SEPB-Québec et membre honoraire du COPE SEPB, le confrère Maurice Laplante.

Un autre de mes amis et le vôtre, l'ancien président de la section locale 378 et membre honoraire, le confrère Andy Ross.

Parlant d'amis, il y a cette personne que je ne saurais oublier : notre premier secrétaire-trésorier national, notre deuxième président national, un grand pionnier de notre Syndicat canadien, que je pourrais qualifier de – grand Canadien – le secrétaire général de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec, notre ami, le confrère Serge Cadieux.

Les trois dernières années

Le programme national de recrutement

Le programme national de recrutement permet à chaque région de financer jusqu'à 2 recruteurs par le remboursement de près de 75 % de leur rémunération.

Nous savons tous que de nos jours il est très difficile de syndiquer de nouveaux groupes. Les dix ans passés sous Harper et l'austérité conservatrice prônée par les gouvernements de nos provinces au Canada, le fort sentiment antisyndical et la promotion d'une pensée individualiste ont multiplié les obstacles à la syndicalisation.

La délocalisation de nos emplois vers des pays où les salaires sont bas comme l'absence de protection cohérente en matière de droits du travail et de politiques de développement du travail, les compressions et les pertes d'emploi, les coupures dans les services publics nous ont nui à tous. Avec les fermetures d'usines et les coupures gouvernementales, de nombreuses organisations syndicales ont perdu un grand nombre de membres.

En dépit des défis qui sont considérables, je suis heureux de dire que le COPE SEPB a réussi à maintenir et même accroître ses effectifs dans la plupart de nos régions depuis ces trois dernières années. Dans l'ensemble cependant, et c'est malheureux, nos effectifs ont légèrement diminué. Le slogan suivant me revient toujours à l'esprit lorsque placé devant ce défi qui est de faire croître notre organisation : « *Don't Mourn, Organize!* » (Rien ne sert de s'apitoyer, syndiquez !)

C'était vrai alors et c'est toujours aussi vrai aujourd'hui. Notre programme national porte fruit et nous devons poursuivre et redoubler d'effort. N'oublions pas que le potentiel de syndicalisation dans notre champ de compétence est immense. Il nous faut un mouvement syndical plus large et plus fort, et notre syndicat peut contribuer à montrer la voie si nous voulons nous donner une meilleure vie, pour nous-mêmes et pour nos familles et pour tous les Canadiens. Ils sont trop nombreux à ne pas profiter des avantages d'être syndiqué et nous pouvons changer ce paradigme.

Nos sections locales et nos régions poursuivent leurs efforts de syndicalisation mais la plupart du temps, malheureusement, le COPE SEPB accueille de nouveaux membres en raison de fusions de milieux de travail déjà syndiqués ou comme au Québec les syndiqués d'autres centrales syndicales mécontents de leur syndicat choisissent un meilleur syndicat – le nôtre ! C'est une tendance qui ne s'arrêtera pas. Par contre, nous devons nous concentrer davantage sur la syndicalisation des non syndiqués et d'apporter un salaire décent et une vie décente à tous les travailleurs canadiens. Il s'agit de notre avenir.

Nous pouvons choisir une autre voie que celle que nos voisins américains ont prise où leur niveau de syndicalisation est tombé à près de 10 % de la main-d'œuvre.

Ici au Canada, même si notre taux de syndicalisation descend, nous continuons de nous maintenir dans les 30 % et près des 40 % dans certaines provinces et cette chute de notre pourcentage n'a PAS à continuer. Nous pouvons et devons renverser la vapeur. Nous devons rester vigilants et résister aux attaques de la droite et nous pouvons et nous devons continuer de nous battre pour une meilleure vie pour tous.

Nous disposons déjà dans nos porte-documents et dans nos sacs de nouveaux outils dont j'aimerais vous parler.

La campagne "pour un monde plus juste" dirigée par le CTC cible plusieurs questions d'importance. Vous aurez certainement vu leur excellente publicité – vous vous rappelez des « popsicles » ?

(1) Sécurité de la retraite pour tous les Canadiens par une bonification majeure du Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime des rentes du Québec (RRQ). Rappelons-nous que seulement 40 % des Canadiens disposent d'un régime de retraite privé de leur employeur. Le reste – soit les autres 60 % - n'ont que le RPC/RRQ comme revenu de retraite, et pour celles et ceux qui le peuvent, quelques épargnes comme des REERs. Une réforme du RPC/RRQ, en doublant le montant des prestations et en rehaussant le maximum profiterait à 100 % des travailleuses et travailleurs canadiens et elle offrirait un répit aux régimes de retraite privés. Récemment, je lisais un article dans ce repaire de la gauche radicale... le *Globe and Mail*... et le titre était très révélateur. On y lisait : « Mais bien sûr que vous touchez moins de retraite, vous êtes une femme ».

(2) Services de garde abordables et de qualité pour tous les Canadiens. Il s'agit là d'une autre campagne qui va au coeur des besoins des travailleurs et jeunes parents. Il y a quarante ans, nous obtenions le congé de maternité. Nous avons ensuite gagné le congé parental pour tous les Canadiens, mais ces parents doivent pouvoir compter sur des services de garde abordables lorsque viendra le moment de retourner au travail.

(3) La lutte pour de meilleurs soins de santé, être l'un des principaux intervenants dans la lutte contre les changements climatiques et pour ralentir le réchauffement planétaire, et la création de bons emplois dans une juste transition vers une économie verte sont les solutions qu'il nous faut pour stimuler notre économie and créer un monde meilleur pour tous;

(4) Lutter pour l'égalité des droits et la justice pour tous, pour l'équité salariale et contre toute forme de discrimination, pour les droits des travailleuses et travailleurs autochtones et racisés, pour les travailleurs ayant un handicap, les jeunes travailleurs, les travailleurs LGBT, d'accueillir sans conditions ni préjugés ou idées préconçues tous les nouveaux Canadiens et en tendant la main particulièrement à celles et à ceux réfugiés politiques et économiques qui recherchent une meilleure vie pour eux et pour leurs enfants, voilà les défis qu'il nous faut relever. Le mouvement syndical et nous à travers lui sommes un brillant exemple, une lueur dans la nuit et un agent essentiel de changement.

Les syndicats nous ont apporté les prestations de retraite, le système public de santé, l'éducation publique, des services de garde abordables, les droits de la personne, une semaine de travail décente, la paix et la prospérité. Voilà l'héritage qu'il nous faut maintenir. Je me

rappelle aussi de cet autre slogan : « *Unions – the people who brought us the week-end!* » (Les syndicats – les gens qui nous ont donné la fin de semaine !)

Campagne du 15\$ l'heure

Je veux aussi vous parler d'une campagne populaire relativement récente qui s'étend partout au Canada en lien avec une question plus large; il s'agit de la campagne pour augmenter le salaire minimum à 15 \$ l'heure, aussi connue sous d'autres appellations et thématiques; l'une de mes préférées est « *Sweet Sixteen* ». Voici quelques faits :

Aujourd'hui, plus d'un million de Canadiens travaillent au salaire minimum. Entre un million et deux millions d'autres Canadiens font jusqu'à un dérisoire 10 % au-dessus du salaire minimum.

Selon de récentes statistiques, le salaire minimum dans les provinces canadiennes où COPE SEPB est très présent s'échelonne d'un mirobolant 11,25 \$ l'heure en Ontario à 11,20 \$ en Alberta, 11 \$ au Manitoba, 10,75 \$ au Québec, 10,50 \$ en Saskatchewan et en fin de peloton et comme on se plaît à le dire dans les jeux télévisés... « le gros lot va à... » la Colombie-Britannique avec un salaire minimum de 10,45 \$! Désolant, mais il n'y a pas que cette province qui devrait rougir de honte.

Ces Canadiennes et Canadiens qui travaillent pour ce salaire de misère ne sont pas que des jeunes étudiants qui font griller des boulettes pour avoir de l'argent de poche. La réalité est que la majorité des salariés pauvres ont plus de 25 ans, et ils ne sont PAS étudiants, et ce sont des femmes. Des millions de Canadiennes et de Canadiens gagnent beaucoup moins que 15 \$ l'heure et les augmentations qu'ils finissent par avoir ne leur permettent même pas de rattraper l'inflation. 60 % des Canadiennes et Canadiens qui gagnent moins de 15 \$ l'heure ont plus de 25 ans et 35 % d'entre eux ont plus de 40 ans. 80 % de celles et de ceux qui gagnent moins de 15 \$ l'heure ne sont PAS des étudiants, et leur nombre augmente. Il est scandaleux que dans un pays aussi riche que le nôtre – le pays le plus performant des nations du G-7 selon certains rapports – des millions de Canadiennes et de Canadiens et leur famille vivent sous le seuil de pauvreté alors que les 10 % des plus riches possèdent la moitié de la richesse et que les 100 plus riches détenaient en 2013 un avoir net de 230 milliards de dollars. Quelle honte.

Le 1 % des gens les plus riches empochent 12 % de tous les revenus imposables par rapport à 7 % dans les années '80. Et cela se passe alors que nos revenus stagnent.

Laissez-moi vous rappeler certaines autres statistiques :

Quiconque travaille à plein temps en 2016 à raison de 40 heures par semaine dans cette province gagnante de la loterie du pauvre - la Colombie-Britannique - au salaire mirobolant de 10,45 \$ l'heure remporte le gros lot : 21 736 \$ annuellement. Si cette personne gardait le même salaire tout au long de sa vie, elle aurait droit en dollars d'aujourd'hui à une retraite publique de 5 434 \$ par année. Les choses ne vont pas vraiment mieux en Ontario, cette étoile, avec un salaire annuel de 23 400 \$ et une retraite de 5 850 \$.

En 2013, le PDG de la Banque Royale a « gagné » 14 038 877 \$, soit 303 fois la paie d'une de ses caissières. Vous pensez que c'est un peu trop ? Eux autres aussi. C'est pourquoi le nouveau PDG de la Banque Royale a fait plafonner son salaire à un maigre 10,9 millions de dollars en 2016, ce qui pour lui représente une petite augmentation de 44 % par rapport à 2015. Le PDG le mieux payé dans le secteur bancaire est celui de la Banque TD qui reçoit un salaire de 11,44 millions de dollars. Pauvre type, cette rémunération ne l'élève qu'au 14^e rang parmi les 100 PDG les mieux payés. Son salaire de 11,44 millions de dollars correspond à 526 fois le salaire de nos travailleurs au salaire minimum de Colombie-Britannique et à 489 fois celui d'un travailleur au salaire minimum en Ontario.

Il y a quelque chose de pourri dans le royaume.

Un mouvement populaire naissait en 2012 aux États-Unis à l'initiative d'employés non syndiqués de chaînes de restauration rapide de New York et de quelques autres grandes villes américaines. Dès 2013, le mouvement avait gagné 58 villes. Connue sous le vocable FF15 ou « *Fight for 15* ». Un salaire minimum de 15 \$ l'heure. À prime abord, la revendication sonnait complètement exagérée pour un pays où le salaire minimum officiel n'est aujourd'hui que de 7,25 \$ l'heure. Pourtant, le mouvement a pris de l'ampleur et dès 2014, 14 villes et états, des villes comme New York, Seattle, Los Angeles, Pittsburgh, Milwaukee, et des états comme l'état de New York, la Californie, le Massachusetts adoptaient l'augmentation progressive du salaire minimum à 15 \$ dont un million de salariés ont profitée, et d'autres en profiteront également. Les syndicats ont adhéré à la cause, tout comme l'a fait Bernie Sanders depuis le début bien sûr, et même Hillary Clinton jusqu'à un certain point – elle est allée jusqu'à 12 \$ - (Bernie a aussi fait mention du 1 % forçant ainsi Hillary à prendre position sur cette question également). En fait, les candidats à la présidence des États-Unis ont eu tous à se prononcer sur la question du salaire minimum à 15 \$. Je vous laisse deviner la position de Trump et des autres républicains sur la question.

Le mouvement a migré vers le nord et a été repris par le NPD et le mouvement syndical canadien – des fédérations comme la *B.C. Fed* (la première à s'engager, et avec le plus grand ratissage à faire), la campagne « *Sweet Sixteen* » en Ontario, la nouvelle campagne que vient de lancer la FTQ au Québec, pour n'en nommer que trois.

Au Québec, notre syndicat, le SEPB-Québec, fort de sa résolution adoptée lors de son dernier congrès en novembre, a été l'un des premiers syndicats à amener la question à l'exécutif de la FTQ.

Il s'agit d'une lutte pour la justice et un salaire plus décent. C'est un combat social important même si peu de nos membres sont touchés. Nos détracteurs reprendront tous les arguments de la droite pro-austérité à l'effet que c'est impossible à réaliser, que le chômage ne fera que s'aggraver, que les entreprises seront ruinées et que l'économie en fera les frais ou que, comme le prétend l'institut Fraser, « le salaire minimum n'aide pas les pauvres ». Des fois, on se demande sur quelle planète ces gens-là vivent.

La vérité est toute autre. Un salaire décent permet d'avoir un niveau de vie plus élevé, apporte plus d'argent dans l'économie par les dépenses et les impôts et crée des emplois. Les statistiques colligées là où le salaire minimum a augmenté et où le salaire minimum a atteint 15 \$ démontrent que cette politique a des effets positifs; plus d'argent et de dépenses dans l'économie locale, plus d'emplois et une meilleure vie.

J'ai toujours trouvé curieux que les journalistes, les économistes et autres experts qui se prononcent sur la folie d'une campagne comme le salaire minimum à 15 \$ n'aient pas un mot à dire sur les 100 personnes les plus riches ou sur le 1 %. En outre, ils font plus que le salaire minimum ou plus de 15 \$ l'heure. Comme je le disais à une journaliste au cours d'une récente entrevue à la télé : « Je crois qu'il est convenable que je gagne plus que le salaire minimum (et même plus que 15 \$ l'heure), qu'il est convenable que vous gagniez plus et que votre caméraman gagne plus – et si c'est parfaitement convenable pour vous et moi de recevoir un salaire décent, il coule de source que ce soit parfaitement convenable pour tout le monde. » J'ignore s'ils ont diffusé cette partie de l'entrevue.

Un journaliste au moins soulignait il n'y a pas si longtemps que la campagne était « empruntée » des États-Unis et que nous n'étions pas les États-Unis et que notre réalité était différente. J'en conviens en partie. Comme notre dollar vaut moins, il faudrait peut-être ajuster le salaire minimum à 15 \$ au taux de change pour revendiquer un salaire minimum à 18 \$ ou à 20 \$. Qui sait ? Une fois le salaire minimum à 15 \$, on pourra peut-être en faire notre prochaine campagne.

Cette campagne en est une qui profitera surtout aux non syndiqués et nous devrions y adhérer. Il se pourrait que nous y gagnions de nouveaux membres ou pas; il reste que c'est la chose à faire.

Nos autres participations comme Syndicat national

Hormis l'appui donné et notre participation aux différentes campagnes du CTC et aux campagnes comme celle portant sur le salaire minimum à 15 \$, notre syndicat est actif sur différents fronts.

Durant les dernières élections fédérales, nos conseils et nos sections locales ont pris part à l'effort pour mettre fin aux dix ans de règne de Harper et de ses conservateurs. Plusieurs membres du COPE SEPB se sont portés candidats pour le NPD pendant que d'autres membres travaillaient dur pour les appuyer. En ce qui me concerne, j'ai marché durant le défilé de la Fête du travail à Hamilton aux côtés de nos membres et de notre candidate en Ontario, la directrice du COPE Ontario, la consœur Janice Best. J'ai aussi fait du porte-à-porte dans Surrey avec le président du MoveUP/COPE 378, le confrère David Black. J'ai, en compagnie de Pierre Gingras, participé aux réunions du conseil canadien du CTC précédant les élections et notre exécutif national a rencontré Tom Mulcair et des candidats du NPD dans le cadre d'une réunion à Terre-Neuve.

Pour dire vrai, nous n'avons pas gagné partout; nos membres candidats du NPD n'ont pas été élus mais nous avons tout de même atteint un de nos objectifs : – et c'était sûrement un élément important – nous avons réussi à nous débarrasser de ces bons à rien et pour ça, nous pouvons tous être fiers !!

Il y a un nouveau shérif en ville comme diraient nos voisins et il n'y a pas si longtemps encore j'aurais pu avoir dit : « jusqu'ici, ça va bien ». Des discussions sérieuses sont menées sur la réforme des retraites, les mesures hostiles aux syndicats ont été abrogées, une enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées a été commandée, le crédit d'impôt pour les fonds de travailleurs comme le Fonds de Solidarité a été restauré, de l'argent est investi dans les infrastructures et les services, les ministres et le premier ministre lui-même acceptent de nous rencontrer, de nous parler et nous écouter.

Voilà un changement qui est le bienvenu mais n'oublions jamais que les libéraux resteront toujours les libéraux.

Il s'agit pour nous de rester vigilants, de maintenir nos cibles, de ne pas perdre de vue nos objectifs, et de les forcer à tenir leurs promesses le plus longtemps possible.

À titre de président, j'ai assisté à toutes les réunions du conseil canadien du CTC comme vice-président du CTC en compagnie de Pierre Gingras, notre conseiller juridique national. Le confrère Casey Oraa de la section locale 343 siège aussi au conseil à titre de vice-président-

équité. Notre syndicat par le biais de ses vice-présidents est représenté sur d'importants comités du CTC :

- Gwenne Farrell siège au comité consultatif sur l'environnement;
- David Black siège au comité d'action politique. Lorsque David ne peut y assister, c'est la consoeur Patty Clancy ou la consoeur Chantal Dumoulin qui le remplace.
- Patty Clancy siège au comité de la condition féminine.
- Pierre Gingras siège au comité des droits de la personne.
- Liz Fong siège au comité d'assurance emploi.

Le 19 avril 2016, j'ai participé en compagnie de David Black, Pierre Gingras, Chantal Dumoulin et plusieurs autres militants du COPE SEPB à une activité de lobbying où nous avons approché des députés sur des questions essentielles pour le mouvement syndical. On retrouvait au haut de la liste la réforme de la retraite et le partenariat transPacifique (PTP).

J'ai assisté à titre de président aux activités du CTC comme à celles organisées par d'autres syndicats à titre d'invité. Je siège aussi maintenant au conseil d'administration du Collège canadien des travailleurs.

Notre syndicat est un fier partenaire de l'Institut Broadbent – en fait, nous pourrions entendre Ed Broadbent lui-même. En compagnie de la secrétaire-trésorière Gwenne Farrell, j'ai pris part aux Sommets sur le progrès de l'Institut Broadbent des deux dernières années et j'ai également assisté à Montréal à l'ouverture officielle du bureau pour le Québec de l'Institut. Notre syndicat appuie aussi financièrement et politiquement plusieurs autres organisations progressistes et des grandes causes qui sont trop nombreuses pour les énumérer tous ici.

Nous avons plus récemment fait d'importants dons dans le cadre de la crise des réfugiés syriens et pour secourir les victimes de la tragédie de Fort McMurray.

J'ai eu le privilège comme président de prendre part à l'ouverture officielle des magnifiques nouveaux bureaux de notre syndicat à Vancouver et à cette occasion, et une autre fois par la suite, j'ai visité nos membres de BCAA en lock-out à Vancouver; un joyeuse bande de personnes tissées serrées qui ne se sont jamais laissés découragés et qui ont réussi à obtenir un bon règlement. Félicitations à tous.

J'ai aussi assisté à l'assemblée générale annuelle du COPE Ontario ainsi qu'à la réunion du comité exécutif du COPE Ontario. J'ai aussi rencontré le conseil des prairies à Régina et assisté au souper annuel de la section locale 397.

Avec la complicité de la personne responsable du site Web national, la directrice exécutive adjointe du SEPB-Québec Kateri Lefebvre, de notre chef de bureau de Montréal Daniel Vallée et de l'assistante administrative du président national Francine Doyon, nous avons revampé notre site Web national afin de le moderniser et le rendre plus accessible. Le nouveau site Web est en ligne depuis le début de juin et je vous invite à vous y rendre.

Sur le plan international, j'ai eu le privilège et l'honneur de représenter notre syndicat avec David Black à l'Indaba – quatrième UNI congrès mondial qui s'est tenu à Cape Town en Afrique du Sud en décembre 2014 où 130 pays y étaient représentés. Comme je vous en ai parlé lors de notre conférence mi-mandat, je ne me répéterai pas sauf en ce qui a trait à l'Afrique du Sud qui est un endroit extraordinaire où après 300 ans de colonialisme blanc nous célébrions les 20 ans non pas de la fin de l'Apartheid mais la naissance de la démocratie. On nous a rappelé qu'avec la liberté vient les salaires décents et les droits des travailleurs, que nos syndicats doivent être forts et les travailleurs solidaires pour faire face aux problèmes et aux erreurs qui nous sont imposés par une économie globale capitaliste souvent sauvage et dominée par l'austérité.

J'ai été privilégié cette dernière année de participer à la conférence mondiale de UNI Finance en Turquie avec David Black et Annette Toth du MoveUP / Cope 378 et Chantal Dumoulin du SEPB-Québec. Notre syndicat est le plus important syndicat canadien – en fait le plus important syndicat en Amérique du Nord – dans le secteur financier. Les employés de la seule banque syndiquée en Amérique du Nord – la Banque Laurentienne – sont membres de la section locale 434. À travers la section locale 575 au Québec, les nombreuses sections locales en Ontario, la section locale 397 dans les Prairies et le MoveUp/COPE 378 en Colombie-Britannique, nous sommes le syndicat le plus important dans les caisses et les caisses d'économie et comme nos sections locales représentent des compagnies d'assurance dans les secteurs privé et public partout au Canada, la conférence en Turquie était tout à fait de notre rayon. En fait, les banques et le secteur financier est notre secteur le plus important, avec quelque 40 % de nos effectifs. Le thème principal était la coopération entre syndicats et la solidarité internationale dans les secteurs bancaire et financier. Notre invité, Trevor Johnson, qui s'adressera à vous vient de syndicats des secteurs bancaire et financier à Trinidad et je suis persuadé que son allocution sera une réelle prise de conscience pour nous tous. C'est en Turquie que nous avons appris que les employés des banques aux États-Unis sont si mal payés qu'un tiers d'entre eux doivent se tourner vers l'assistance publique pour joindre les deux bouts. La solidarité syndicale internationale est et restera un outil inestimable pour améliorer la vie de tous.

L'an dernier le confrère Gingras représentait le COPE SEPB à la conférence internationale sur le capital des travailleurs et a soumis un précieux rapport aux membres de l'exécutif national sur les moyens pour mieux gérer l'argent de nos caisses de retraite en usant de notre influence

économique solidairement avec d'autres syndicats pour influencer sur le monde des affaires dans lequel nous investissons notre argent si durement gagné.

Notre syndicat national est fort et déterminé et est une voix progressiste alors que nous continuons sur notre lancée. Notre dernière conférence mi-mandat a été un grand succès, les conférenciers étaient captivants, les débats et les ateliers ont été instructifs et intéressants et nous avons cimenté notre solidarité avec le lancement de notre livre commémorant notre dixième anniversaire « Né aux États-Unis ».

Vous aurez l'occasion plus tard d'entendre chacune et chacun de nos vice-présidents régionaux et notre vice-présidente, siège réservé aux femmes. Les rapports des vice-présidents régionaux donnent un aperçu détaillé des activités et des enjeux de chaque région et de ses sections locales et notre vice-présidente, siège réservé aux femmes vous parlera des questions qui se rapportent à plus de 70 % de nos effectifs.

Notre syndicat national est comme vous le savez constitué de 4 régions et c'est par le biais des conseils comme le SEPB-Québec et le COPE Ontario dans les régions 1 et 2 et des sections locales dans les régions 3 et 4 que les membres reçoivent des services et de la représentation.

La région 1 emploie 20 conseillères et conseillers et 8 membres de personnel de bureau;

La région 2 emploie 11 conseillères et conseillers et 3 membres de personnel de bureau;

La région 3 emploie, chez la section locale 397, 2 conseillères et conseillers et 2 membres de personnel de bureau alors que la section locale 342 emploie un membre de personnel de bureau;

La région 4 emploie 26 conseillères et conseillers, recruteurs et représentants en communication et 15 membres de personnel de bureau.

Applaudissons ces personnes qui le méritent bien en raison de leur infatigable dévouement et leur travail acharné.

Suivre notre lancée

De nombreux défis, certains nouveaux d'autres que nous affrontons déjà se dresseront sur Les trois années qui viennent nous placeront devant de nombreux défis, de vieux comme de nouveaux défis, se rapportant tous à une même question : *Ensemble pour un monde meilleur.*

Nous devons terminer le travail : améliorer le régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec, réformer le mode de scrutin, obtenir des services de garde universels et abordables partout au Canada, protéger et améliorer le système public et universel des soins de santé et l'éducation. Nous devons prendre les devants dans la lutte contre les changements

climatiques et la transition vers une économie verte. Nous devons continuer de travailler pour améliorer non seulement les conditions de travail de nos membres mais aussi les conditions de vie et de travail de tous les Canadiens, celles et ceux déjà établis, mais aussi les néo-Canadiens, les réfugiés économiques et politiques qui immigreront ici pour vivre une meilleure vie et pour prendre racine.

Nous devons adhérer à la diversité, nous devons accueillir à bras ouverts les nouveaux Canadiens et les réfugiés avec la même intensité que nous accueillons et à êtreindre les autres. Nous devons combattre les préjugés, la discrimination et l'exclusion, et prôner l'inclusion. Et si nous souscrivons à ceci, ce n'est pas pour être populaire, pas parce que c'est plus facile ou plus simple ou parce que des politiciens, des analystes ou des maisons de sondage nous le recommandent, pas parce que nous y gagnerons des votes, non. Nous, militants syndicaux, le faisons simplement parce que c'est la chose à faire!

Mon chant du cygne

J'en ai fait des discours depuis les deux dernières années et demie, mais celui-ci est mon chant du cygne. Comme vous le savez sûrement tous, ce congrès sera mon dernier congrès comme votre président. Je ne me représenterai pas à la présidence et quelque temps après ce congrès, tout comme mon ami et collègue Pierre et acolyte Francine, je passerai à une autre étape dans ma vie.

Donc, comme je ne me porte pas candidat à la présidence et avant de m'en aller, je peux me permettre de vous parler un peu de moi et de la raison pour laquelle je suis ici.

Je suis ce qu'on appelle un Canadien de deuxième génération, le fils de réfugiés économiques et politiques fuyant les ravages de plusieurs guerres, la famine et les pogroms d'Europe de l'Est.

C'est au Canada que mes parents sont tous les deux devenus militants syndicaux. En fait, c'est comme ça qu'ils se sont rencontrés. Feu mon père a été président de son syndicat pendant plus de 25 ans et feu ma mère a été vice-présidente de son syndicat jusqu'à ce qu'elle quitte son emploi pour élever sa famille.

Mes premiers souvenirs de bébé me ramènent aux soirs où mon père n'était pas à la maison. Il arrivait tard le lundi soir car il avait sa réunion d'exécutif et chaque premier mercredi du mois, c'était sa réunion de conseil qui se déroulait aussi en soirée. J'ai grandi en apprenant à rechercher l'étiquette syndicale et à acheter canadien; une habitude que plusieurs d'entre vous me connaissez toujours, et que j'ai répété à mes enfants qui grandissaient – *ad nauseam* –, ajouteraient-ils.

Mes parents ont travaillé terriblement dur pour rendre ce monde meilleur.

J'ai toujours ressenti une grande admiration à cet égard et jeune adulte, j'ai toujours voulu un jour travailler pour un syndicat. Mon père, qui avait passé tant de longues soirées et fins de semaine loin de la maison, considérait que c'était une bien étrange idée. Je crois qu'il voulait que je devienne médecin ou pire, avocat.

Vous vous demandez peut-être où je veux en venir avec cette histoire. Hé bien voilà : Si ce pays n'avait pas – même à contrecœur – accepté mes parents sans le sou qui, à l'époque n'étaient encore que des enfants, et leur famille, pour en faire de fiers citoyens à part entière, si ce pays ne m'avait pas donné la chance d'une instruction publique, de qualité et gratuite, et si mon syndicat ne m'avait pas traité avec ouverture et dignité que tous méritent – si mes parents n'étaient pas arrivés d'abord et travaillé si dur toute leur vie pour rendre ce monde meilleur, je ne serais pas ici aujourd'hui debout devant vous.

Croyez-moi, rien n'a été facile, particulièrement pour mes parents qui, enfants, débarquent dans une contrée étrangère, avec une langue et des coutumes différentes. Les gens d'ici ne s'habillaient même pas de la même façon !

Au contraire, toute leur vie ils ont été en proie avec le racisme, la discrimination, le favoritisme et l'exclusion. J'y ai goûté aussi. Que notre société soit contrôlée par une bande de vieux blancs était alors et est toujours un problème – même ici au Canada ! Je me rappelle bien, j'étais alors étudiant, nos luttes dans les années 60 et 70 et je sais que même si nous avons fait beaucoup de chemin depuis, nous ne pouvons jamais prendre nos droits et les progrès accomplis pour acquis. Chaque génération doit maintenir la flamme et mener ses propres batailles.

Je sais aussi qu'avec un peu de travail acharné et avec de la persévérance, de la détermination et de la solidarité, nous pouvons tous arriver à un monde meilleur. La question n'est pas comment on nous divise mais plutôt la réponse est de nous unir par nos intérêts communs.

Pierre et moi avons été conseillers syndicaux pendant près de quarante ans. Nous avons commencé ensemble, nous avons été embauchés au SEPB ensemble et nous quitterons ensemble. Ça, c'est du travail d'équipe. Nous avons vécu beaucoup de choses ensemble, quoique la plupart de ne raconte pas en public. Il a été mon plus loyal des alliés, mon ami et mon proche confident et pour tout cela, je ne peux pas le remercier assez.

Ces 33 dernières années au SEPB ont comblé tous mes désirs et je suis à peu près certain que c'est la même chose pour Pierre.

Je veux donc profiter de cette occasion pour vous remercier de la chance qu'il m'a été donnée et particulièrement pour le privilège et l'honneur d'avoir été votre président même si ce fut seulement pour une courte période. Je n'aurai pas pu sans Pierre, sans ma Chantal, sans Francine et le comité exécutif du COPE SEPB et sans l'appui de l'exécutif du SEPB-Québec et des sections locales et de tout le personnel du SEPB-Québec. Quelques-uns des conseillères et conseillers sont ici aujourd'hui. Et bien sûr, je n'aurai pu rien accomplir sans l'appui et les encouragements de ma femme Michèle et de mes deux garçons Max et Eric, qui, depuis ces dernières années m'ont souvent demandé : « Dis-donc p'pa, à quand ta retraite ? » Je peux maintenant leur répondre.

Je sais que je laisserai la direction de notre grande organisation entre bonnes mains – dans les meilleurs mains qui soient et même si je quitte pour prendre des vacances comme jamais dans ma vie, je compte être des vôtres aussi longtemps que possible à lutter pour un monde meilleur.

Solidarité.

Merci, merci et souhaitons-nous un bon congrès !